



SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020
DECISION N° 2020-036- DB

Date d'affichage : 21 février 2020		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	19	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	4	Présents : (19)
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	0	
Nombre de votants :	22	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (4)
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)
		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		Absent(s) : (0)

MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'ALT 2 (AIDE À L'ENTRETIEN DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE : CONVENTION SIGNÉE ENTRE L'ETAT, LE DÉPARTEMENT DU MAINE-ET-LOIRE ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE

Conformément à la loi du 5 juillet 2000, et à l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2016 actant sa création, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire porte la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil », dans le bloc de compétences obligatoires.

Elle suit, pour ce faire, les préconisations édictées par le nouveau Schéma départemental des gens du voyage 2018-2023 approuvé le 19 Décembre 2018 et signé conjointement par Monsieur le Préfet et Monsieur le Président du Département.

Depuis juin 2010, la Communauté d'Agglomération s'est mise en conformité avec les objectifs de la loi et du Schéma départemental. Elle dispose :

- de 148 places caravanes, réparties comme suit :

- Saumur, lieu-dit Prairie du Jugateau St-Lambert-des-Levées – 40 places
- Brain-sur-Allonnes, lieu-dit les Aulnays – 12 places
- Distré, lieu-dit le Clos Grenouille – 12 places
- Vivy, lieu-dit le Canton du Port – 12 places
- Montreuil-Bellay, lieu-dit La Durandière – 14 places
- Doué-en-Anjou - Lieux-dit de la Rechaussée – 28 places
- Longué-Jumelles - lieu-dit la Basse Prée - 20 places
- Saint-Philbert-du-Peuple -Lieux-dit Pièce de l'Arche - 5 places
- Gennes-Val-de-Loire commune déléguée des Rosiers-sur-Loire Lieux-dit Les Douze Quartiers - 5 places

d'un service de gestion et de suivi des aires d'accueil et des publics accueillis.

- d'un projet social ou programme d'accueil et et d'animations sur ses aires d'accueil, déclinaison locale de la charte départementale de l'accompagnement social du Schéma départemental, validé le 17 octobre 2019 en conseil communautaire.

A ce titre, en plus des redevances d'occupation acquittées par les usagers, la Communauté d'Agglomération perçoit l'aide versée aux gestionnaires d'accueil des gens du voyage dite « Allocation Logement Temporaire » - ALT 2.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, l'ALT 2 est mise en œuvre sur la base du décret du 30 décembre 2014 qui introduit, désormais, une part variable de l'aide en fonction de l'occupation effective des places disponibles sur le territoire. Un arrêté ministériel du 09 mars 2018 est venu modifier le montant mensuel de l'aide forfaitaire pour 2018, 2019 et 2020.

Ainsi, le montant global maximum de l'aide annuelle allouée à la Communauté d'Agglomération au regard de ses 148 places disponibles se décompose pour 2020 :

- d'une part fixe de 56,50€ / place disponible soit une aide estimée à 100 344 € /an,
- et d'une part variable fixée à 75,95 € / place disponible soit une aide théorique de 80 311,82 € € pour un taux d'occupation moyen 2018/2019 de 85,30 %,

Soit une recette totale annuelle maximale théorique de 180 655,82 € (contre 201 895,55€ pour 2019)

L'aide est versée mensuellement, par douzième du montant total « prévisionnel ». Chaque année, et au plus tard au 15 janvier 2020 pour l'exercice de l'année en cours, l'Agglomération doit produire les pièces justificatives nécessaires pour sa régularisation en année « n+1 » (reste à percevoir ou trop perçu).

Pour le versement effectif de cette aide au titre de l'année 2020, une convention à conclure entre le Préfet du Département, le Département de Maine-et-Loire et la Communauté d'Agglomération prévoit ainsi les modalités de son versement par la Caisse d'Allocations Familiales et les engagements de l'Agglomération relatifs à la maintenance, l'entretien et la transmission des éléments de suivi d'activité des ses aires d'accueil.

Pour 2020, la convention à conclure se base sur une aide d'un montant total prévisionnel de 180 655,82 € pour la période de la convention.

Aussi,

Vu l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur les compétences des communautés d'agglomération ;

Vu la loi n° 2004-809 relative aux Libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 ;

Vu notamment les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu notamment l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et 2018/151 DC du 15 novembre 2018;

Vu la Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 et ses décrets d'application n° 2001-540 et 2001-541 du 25 juin 2001, n°2001-568 et 2001-561 du 29 juin 2001, portant obligations aux communes de plus de 5.000 habitants et aux EPCI de réaliser des aires d'accueil des Gens du Voyage ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Considérant, conformément à l'arrêté préfectoral précité, que la Communauté d'Agglomération est compétente en matière d'aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil ;

Vu le Décret n°2014-1742 du 30 décembre 2014 réformant les modalités de versement de l'aide aux gestionnaires d'aires d'accueil, pris en application de l'article 138 de la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, et qui instaure une part fixe et une part variable de l'aide en fonction de l'occupation effective des places disponibles ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 mars 2018 modifiant les montants mensuels fixe et forfaitaire pour 2018, 2019 et 2020 ;

Vu l'article L.851-1 du code de la sécurité sociale définissant les modalités de versement de l'aide ALT 2 par la Caisse d'Allocations Familiales ;

Considérant la nécessité de conclure une convention annuelle fixant ces modalités de versement de l'Allocation Logement temporaire (ALT) et actant les engagements réciproques des parties au regard notamment du nombre de places disponibles et effectivement occupées, du visa de conformité délivré chaque année par les services de l'Etat pour chaque aire et du bilan des actions sociales conduites sur l'année référencée ;

Considérant le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2018-2023, adopté le 19 Décembre 2018 qui affirme la déclinaison de la charte sociale départementale en projet social à l'échelle de l'EPCI ;

Considérant l'engagement de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, en contrepartie du versement de cette aide, d'accueillir les personnes dites « Gens du Voyage » selon les termes de la convention, sur les aires d'accueil aménagées, entretenues et faisant l'objet d'une gestion par un service dédié ;

Considérant le montant mensuel « prévisionnel » de l'aide, constitué d'un montant fixe par place disponible et en état de fonctionnement (56,50 € par place) et d'une partie variable (75,95 € par place) assise sur le taux d'occupation moyen constaté par aire d'accueil ;

Considérant le budget primitif 2020, adopté par délibération en date du 12 décembre 2019 ;
Considérant l'avis de la commission Aménagement du Territoire du 02 février 2020 ;

Il est proposé au Bureau :

- **D'APPROUVER** la convention et ses annexes à conclure entre L'État, le Département de Maine-et-Loire et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, définissant les modalités de versement de l'Allocation Logement Temporaire – ALT 2 au titre de l'accueil des Gens du Voyage pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à la signer.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 22 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1^{er} trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.10 Divers – 7.10.6 Autres
-------------------	--------------------	-----------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »